



CCDA-V
Afrique, changements climatiques
et développement durable
Quels enjeux pour le continent à Paris et au-delà?

CCDA en direct

Jeudi 29 octobre 2015

Actualités quotidiennes de la 5ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique

Zimbabwe – Denton anime les débats avec les partenaires de ClimDev lors de la 5ème Conférence



VICTORIA FALLS, Zimbabwe, le 27 octobre 2015 (ClimDev-Afrique) - Le coordonnateur du Centre africain pour la politique en matière de climat (CAPC), et le directeur de la Division des initiatives spéciales de la Commission économique pour l'Afrique, appellent les partenaires de l'Initiative ClimDev-Afrique à œuvrer pour le bon déroulement de la 5ème Conférence annuelle sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA 5) qui débute demain.

Alors que les préparatifs de la 5ème Conférence s'accroissent, Dr Fatima Denton qui est à la tête du Secrétariat de l'initiative du CAPC, appelle le comité organisateur de l'événement de mettre tout en œuvre pour veiller à ce que le caractère scientifique et politique établi de la Conférence annuelle soit conservé.

Mme Denton dit que la Conférence sur le changement climatique et le développement

en Afrique est l'événement phare le plus important de ClimDev-Afrique; nous profitons de cette manifestation pour lancer un appel au monde; et ce notamment grâce au caractère scientifique typique du Centre où pas moins de 800 communications nous sont parvenues. Nous n'avons pas droit à l'échec car tous ces experts qui nous honorent de leur présence continuent de nous témoigner de leur confiance sur les questions de changement climatique en Afrique.

Elle dit que le thème de la Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique, «L'Afrique, le changement climatique et le développement durable: quel enjeu à Paris et au-delà» est bien choisi car il a permis d'encadrer les présentations et les discussions de manière à ce que des propositions concrètes puissent renforcer les contributions de l'Afrique à la Conférence des parties (CDP21), prévue pour la fin de ce mois, à Paris, en France. La Conférence de Victoria

(Suite à la page 2)

Pourquoi le Zimbabwe se réjouit avec ferveur d'accueillir la 5ème Conférence

Victoria Falls, Zimbabwe, le 27 octobre 2015 (ClimDev-Afrique) – La Conférence annuelle de cette année sur le changement climatique et le développement en Afrique, l'événement le plus important en matière de climat, se déroule du 28 au 30 octobre 2015, à Victoria Falls, au Zimbabwe.

La 5ème édition de la Conférence survient au moment où de nombreuses personnes ont manifesté leurs inquiétudes quant à l'avenir de la chute de Victoria en raison du tribut des conséquences climatiques qui semble affecter une des chutes les plus longues du monde.

Ceci n'est certainement pas la raison principale pour laquelle le gouvernement *(Suite à la page 2)*



Suivez nous sur Twitter @ClimDevAfrica #CCDAV

(Pourquoi Zimbabwe... suite de la page 1)

du Zimbabwe a de façon univoque, cherché à organiser la Conférence, explique M. Washington Zhakata, Directeur du Département pour le changement climatique au sein du Ministère en charge du climat, de l'eau et du développement durable.

Selon M. Zhakata, «le gouvernement accorde à cette conférence une attention particulière, non seulement parce que les incidences négatives que le changement climatique a sur le développement national sont mieux comprises du gouvernement, mais plutôt parce que le gouvernement est fermement convaincu que l'action mondiale en matière de changement climatique est fondée sur les perspectives africaines».

La présence du vice-président de la République, S.E. UPHAM. MUSHINGURI à la séance d'ouverture est justifiée.

Se réjouissant que la 5ème édition de la Conférence se déroule au Zimbabwe, le Président du comité technique préparatoire, Dr James Murombedzi, expert principal en matière de gouvernance au CAPC, dit que cette Conférence intervient au cours d'une année historique où les négociations mondiales sur le climat sont au cœur du sujet et le contenu et les résultats qui en découlent auront une incidence sur la position de l'Afrique en matière de changement climatique pour les prochaines années.

La Conférence prendra fin à moins de deux semaines de l'ouverture de la COP21, à Paris, où les gouvernements de plus de 190 nations se réuniront pour discuter d'un nouvel accord mondial sur le changement climatique - un cadre mondial pour la gouvernance climatique - qui remplacera le soi-disant Accord de Kyoto.

Selon Murombedzi, cet accord est extrêmement important dans l'histoire de la gouvernance climatique et la 5ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique tâchera d'apporter des contributions scientifiques concrètes sur les mesures que l'Afrique doit prendre, surtout maintenant où celle-ci est unanime qu'il faut agir maintenant et non plus tard.

Il fait savoir que cette Conférence vise deux objectifs interdépendants: évaluer les résultats de l'article 2 de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) et jouer un rôle dans les négociations pour un accord sur le climat à Paris; un accord qui vise à contrôler les émissions et pourvoir pour le développement durable en Afrique dans l'après-Protocole de Kyoto. L'article 2 de la CCNUCC définit l'objectif de la

(Suite à la page 6)



(Zimbabwe... suite de la page 1)

Falls intervient au cours d'une année historique où les négociations mondiales sur le climat sont au cœur du sujet et le contenu et les résultats qui en découlent auront une incidence sur la position de l'Afrique en matière de changement climatique pour les prochaines années.

Le gouvernement du Zimbabwe a de façon univoque, cherché à organiser la Conférence, explique M. Washington Zhakata, Directeur du Département pour le changement climatique au sein du Ministère en charge du climat, de l'eau et du développement durable. Selon, M. Zhakata, «le gouvernement accorde à cette conférence une attention particulière, non seulement parce que les incidences négatives que le changement climatique a sur le développement national sont mieux comprises du gouvernement, mais plutôt parce que le gouvernement est fermement convaincu que l'action mondiale en matière de changement climatique est fondée sur les perspectives africaines».

La présence du vice-président de la Ré-

(Suite à la page 3)

Innovation, création d'espaces de solutions pour de meilleures propositions africaines en vue de la CDP21, à Paris

VICTORIA FALLS, Zimbabwe, le 27 octobre 2015 (ClimDev-Afrique)

- Le Comité technique chargé de l'organisation de la 5ème Conférence annuelle sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA 5) met sur pied des espaces de solution et voit en eux comme une innovation clé de cet événement scientifique et politique annuelle.

James Murombedzi, expert principal en gouvernance au CAPC, présentant le projet d'ordre du jour au Comité d'organisation, a souligné que l'importance de cette innovation, aiderait à approfondir les propositions de l'Afrique pour chaque composante de négociation lors de la Conférence des parties (CDP21), à Paris, en décembre 2015.

Il dit que l'idée de créer des forums de solution vient de ClimDev-Afrique qui voulait imposer une autre perception autre que celle qui déplore les effets négatifs du changement climatique au profit de modèles de réussite qui démontrent comment les innovations locales et les initiatives venant de la communauté peuvent illustrer le fait que le changement climatique n'est pas toujours une calamité; et que bien souvent de nombreuses possibilités se présentent à chaque communauté affectée.

L'approche a d'abord été mise à l'essai lors de la session inaugurale d'une série de discussions, sous le thème «Démocratiser la gouvernance du changement climatique mondial et renforcer le Consensus africain en vue de la CDP21 et au-delà» qui a eu lieu du 3 au 5 septembre, à Dar-es-Salaam, en Tanzanie.

Ledit Forum organisé par l'Université de Dar-es-Salaam et le Centre africain pour la politique en matière de climat de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est connu sous le nom de Négociations de l'Afrique sur le climat (ACT); ce Forum est organisé dans le cadre des efforts continus du CAPC pour renforcer la présence de l'Afrique à la Conférence des parties (COP21) lors de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC)

Près de 60 tables rondes auront lieu durant la totalité de la Conférence qui débute, le 28 octobre 2015, à Victoria Falls dans la ville touristique du Zimbabwe, sous le thème: «L'Afrique, le changement climatique et le développement durable: l'enjeu à Paris et au-delà». Un Forum de solution sera organisé à la suite de ces tables rondes.

Publié par le Service des nouvelles de ClimDev-Afrique

(Zimbabwe... suite de la page 2)

publique, S.E. Oppah MUCHINGURI à la séance d'ouverture est justifiée. La 5ème édition de la Conférence survient au moment où de nombreuses personnes ont manifesté leurs inquiétudes quant à l'avenir de la fameuse chute de Victoria en raison du tribut des conséquences climatiques qui semble affecter une des chutes les plus longues du monde.

La réunion marque un tournant dans les activités de l'Initiative de la recherche sur le climat pour le développement (CR4D) du fait de la toute première réunion du comité consultatif scientifique qui se tient aujourd'hui, en marge de la 5ème Conférence. Il faut espérer que les scientifiques africains en matière de climat répondent présents, étant donné les nombreux résultats importants escomptés à cette réunion dont le plus important concerne la délibération d'un cadre pour la création d'une plate-forme multi-institutionnelle et multi-parties prenantes en vue de concevoir et produire des informations et des services sur le climat pour la planification du développement.

Le lancement de projets pilotes à court terme dans toutes les régions de l'Afrique est une autre activité importante post-CCDA que l'Initiative de la recherche sur le climat pour le développement entreprend. Il dit que ces projets élaboreront des prototypes pour de meilleures informations climatiques en termes de variations saisonnières en partenariat avec les initiatives en cours dans les centres climatiques régionaux et les services météorologiques et hydrologiques nationaux.

Le Comité technique chargé de l'organisation de la 5ème Conférence annuelle sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA 5) met sur pied des espaces de solution et voit en eux comme une innovation clé de cet événement scientifique et politique annuelle qui aiderait à aboutir à de meilleures propositions pour chaque négociation durant la Conférence des parties (CDP21).

L'idée de créer des forums de solution vient de ClimDev-Afrique qui voulait imposer une autre perception autre que celle qui déplore les effets négatifs du changement climatique au profit de modèles de réussite qui démontrent comment les innovations locales et les initiatives venant de la communauté peuvent illustrer le fait que le changement climatique n'est pas toujours une calamité; et que bien souvent de nombreuses possibilités se présentent à chaque communauté affectée.

L'approche a d'abord été mise à l'essai lors de la session inaugurale d'une série de discussions, sous le thème «Démocratiser la gouvernance du changement climatique

(Suite à la page 5)



Un programme colossal attend les spécialistes de l'énergie et les décideurs lors de la 5ème édition du CCDA

Addis Abeba, Éthiopie, le 15 octobre 2015 (ClimDev-Afrique) - Selon le comité d'organisation, les experts en énergie et les décideurs politiques auront beaucoup à dire lors de la prochaine Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique.

Le projet de programme de la conférence envisage adopter une approche à trois volets pour une discussion approfondie sur l'énergie qui devient indissociable du développement durable: le rôle critique de la transition bioénergétique et tous les avantages sur l'environnement qui en résultent; les opportunités en matière d'énergie renouvelable pour atténuer et résister au changement climatique et la politique de réglementation nécessaire pour débloquer le financement pour la transformation.

Les débats sur la politique de réglementation nécessaire pour débloquer le financement pour la transformation ont fait surface en Afrique, en juillet dernier lors d'un événement parallèle organisé par la CAPC en marge de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue du 13 au 16 juillet 2015, à Addis-Abeba.

Rappelons que lors de la manifestation parallèle sur le thème «Débloquer le financement pour la transformation en matière d'énergies renouvelables et de résilience climatique en Afrique: De la recherche à une reproduction à grande échelle», Dr Carlos Lopes, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, souligne que bien que l'Afrique

soit bien dotée de toutes les formes de ressources énergétiques renouvelables telles que l'hydroélectricité, le solaire, l'éolien, la géothermie, la biomasse et même l'énergie marine; «nous ne parviendrons pas à nous transformer structurellement et à réaliser une croissance verte inclusive si nous ne trouvons pas de solutions durables au déficit actuel en énergie».

Selon M. Carlos, «l'Afrique regorge de ressources et nous savons que certaines des économies les plus dynamiques se trouvent en Afrique; il s'agit de savoir si ces économies émergentes sont suffisamment fortes pour gérer ces ressources abondantes dont l'Afrique dispose afin d'éclairer le continent et lancer les économies africaines vers la transformation industrielle requise».

L'objectif de la discussion était d'établir un plan qui peut être transposé dans les pays africains en vue d'élaborer des stratégies en faveur de partenariats public-privé, de mobilisation de ressources internes, d'investissements directs étrangers et de financement pour le climat; et ce, dans le seul but de créer des énergies renouvelables pour un développement durable et inclusif sur le continent au-delà de 2015.

Lors de la discussion, les expériences et les preuves sur le terrain, en matière de mobilisation de financement pour la transformation en vue de réduire les émissions de carbone, parvenir à un développement en Afrique résilient au changement climatique, construire sur les leçons tirées de l'introduction de l'énergie renouvelable

(Suite à la page 4)

La 5ème Conférence, plate-forme pour faire progresser la recherche sur le climat en Afrique

VICTORIA FALLS, Zimbabwe, le 27 octobre 2015 (ClimDev-Afrique) - La 5ème Conférence annuelle sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA 5) qui débute demain promet d'être la plate-forme de discussions pour la recherche climatique en Afrique, selon des sources impliquées dans l'organisation de la réunion dont le thème est: «L'Afrique, le changement climatique et le développement durable: l'enjeu à Paris et au-delà?»

Selon le Coordinateur de l'Initiative de la recherche sur le climat pour le développement (CR4D), Richard Anyah, la réunion marquera un tournant dans les activités de ladite initiative du fait de la toute première réunion du comité consultatif scientifique qui se tient aujourd'hui, en marge de la 5ème Conférence. Il faut espérer que les scientifiques africains en matière de climat répondent présents, étant

donné les nombreux résultats importants escomptés à cette réunion dont le plus important concerne la délibération d'un cadre pour la création d'une plate-forme multi-institutionnelle et multi-parties prenantes en vue de concevoir et produire des informations et des services sur le climat pour la planification du développement.

Le lancement de projets pilotes à court terme dans toutes les régions de l'Afrique est une autre activité importante post-CCDA que l'Initiative de la recherche sur le climat pour le développement entreprend. Il dit que ces projets élaboreront des prototypes pour de meilleures informations climatiques en termes de variations saisonnières en partenariat avec les initiatives en cours dans les centres climatiques régionaux et les services météorologiques et hydrologiques nationaux.

(Suite à la page 5)



(Un programme... suite de la page 3)

dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Kenya et le Rwanda, ont été présentées.

Parmi les panélistes, on retrouve le monde des affaires, les représentants d'institutions financières internationales, les institutions des Nations Unies et les groupes de réflexion, M. Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, le directeur en charge du savoir, de la politique et des finances, du centre IRENA, Hela Cheikhrouhou, Directrice exécutive du Fonds vert pour le climat, Solomon Asamoah, Vice-président, en charge du portefeuille des infrastructures, du secteur privé et de l'intégration régionale, de la BAD, Magnus Asbjornsson, Directeur régional de Reykjavik Geothermal Limited pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Jacques Moineville, Directeur général adjoint de l'Agence française de développement, Andrew Norton, Directeur de l'IIED, Simon Zadek, Co-directeur de la Commission d'enquête du PNUE sur la conception d'un système financier durable.

Les messages clés de la discussion sont:

- La stratégie énergétique adoptée par les pays africains est fondamentale pour les mesures à prendre en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique pour transformer leurs économies vers une croissance verte inclusive.
- L'énergie renouvelable représente seulement 22% de la capacité d'énergie renouvelable installée en Afrique; ce qui

est faible, compte tenu de ses richesses et du potentiel de celle-ci. Davantage de pays africains doivent prendre des mesures immédiates d'urgence et mettre en place des politiques et des cadres réglementaires appropriés pour que les pays africains adoptent rapidement la voie de l'énergie renouvelable aux fins d'avantages, sociaux, économiques et sur l'environnement multiples, y compris ceux qui découlent de la localisation du déploiement de la chaîne de valeur.

- Il faut régler le déficit énergétique à tous les niveaux - de la maison autonome et systèmes hors réseau à des systèmes de réseaux électriques interconnectés à grande échelle. Les nombreuses et diverses ressources énergétiques renouvelables de l'Afrique présentes sont l'occasion de réaliser la sécurité énergétique sur le continent grâce aux corridors d'énergie socialement inclusifs et aux systèmes électriques interconnectés qui optimisent les ressources énergétiques du continent pour davantage d'énergies renouvelables.
- Il est important que les politiques soient cohérentes, sûres et claires pour que les investisseurs soient confiants de leur décision de répandre les énergies renouvelables en Afrique pour combler le déficit en énergie, tel que démontré par les demandes excédentaires du récent cycle du Programme d'approvisionnement du producteur énergétique indé-

pendant sud-africain en matière d'énergie renouvelable.

- Il faut que les gouvernements structurent le marché de l'énergie afin qu'il fasse partie intégrante des programmes de développement nationaux dans l'unique but d'obtenir des résultats tangibles et de les vulgariser à travers le continent.
- Il est essentiel que les goulets d'étranglement administratifs et politiques soient supprimés afin de réduire les coûts élevés de transaction du projet et de réduire le portefeuille d'activités sur le continent.
- La mobilisation des ressources financières locales peut jouer un rôle clé dans les projets de déploiement de l'énergie renouvelable et de lutte contre le changement climatique sur le continent comme le montrent à ce jour, les expériences en Afrique du Sud et en Éthiopie.
- Bien que les tarifs de subventionnement aient joué un rôle de catalyseur pour attirer les investissements dans des projets d'énergie renouvelable, les appels d'offres publics ont un impact plus important en termes de transformation, entraînant ainsi la chute des prix et un bon rapport qualité-prix.
- Le coût du capital requis pour les projets en Afrique, généralement entre 15 et 20% par rapport à entre 6 et 12%

(Suite à la page 6)

Les enjeux de l'Afrique dans le changement climatique

Victoria Falls, 28 octobre 2015 (CEA) – « Pour l'Afrique, le changement climatique a des conséquences énormes, le continent contribue moins à l'effet de serre, mais a tendance à être le plus vulnérable à ses conséquences. Ce changement climatique est une menace pour la survie de l'homme en Afrique, » a déclaré M. Emmerson Mnangagwa D., le Vice-Président du Zimbabwe, lors de l'ouverture de la 5ème Conférence sur le Changement Climatique et Développement en Afrique, qui se déroule actuellement à Victoria Falls.

Mr. Mnangagwa souligné que l'Afrique a un grand enjeu lors des prochaines négociations COP21 à Paris et à l'adaptation au

changement climatique car elle sera la région la plus touchée par l'impact de ce changement.

« L'Afrique est aux prises avec des sécheresses périodiques dues au changement climatique. L'Afrique a le plus grand intérêt dans un cadre de gouvernance du changement climatique », Il a souligné et a noté que « COP21 représente une chance unique pour l'Afrique de s'affirmer dans la gouvernance climatique mondiale ».

Ms. Fatima Denton, la Directrice de la Division des Initiatives Spéciales à la Commission Economique pour l'Afrique, en vertu de laquelle le Centre Africain des Politiques Climatiques s'inscrit, a réitéré l'importance

des négociations à venir pour le continent.

« Les enjeux pour l'Afrique à COP21 sont élevés, l'Afrique sera à l'extrémité de réception de l'impact du changement climatique. Nous devons comprendre le risque », dit-elle à plus de 400 délégués à la conférence qui réunissait des Ministres du Zimbabwe, de la Zambie, de la Gambie, des représentants de la Commission de l'Union Africaine, la Banque Africaine de Développement et des Agences des Nations Unies et des Membres du Corps Diplomatique.

Mme Denton a rappelé aux délégués l'importance de l'article 2 de la Convention: un article que nous avons oublié. « A Paris, (Suite à la page 6)

(Zimbabwe... suite de la page 3)

mondial et renforcer le Consensus africain en vue de la CDP21 et au-delà» qui a eu lieu du 3 au 5 septembre, à Dar-es-Salaam, en Tanzanie.

Par ailleurs, selon le comité d'organisation, les spécialistes dans le domaine de l'énergie et les décideurs politiques auront beaucoup à dire lors de la prochaine Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique.

Le projet de programme de la conférence envisage adopter une approche à trois volets pour une discussion approfondie sur l'énergie qui devient indissociable du développement durable: le rôle critique de la transition bioénergétique et tous les avantages sur l'environnement qui en résultent; les opportunités en matière d'énergie renouvelable pour atténuer et résister au changement climatique et la politique de réglementation nécessaire pour débloquer le financement pour la transformation.

Les débats sur la politique de réglementation nécessaire pour débloquer le financement pour la transformation ont fait surface en Afrique, en juillet dernier lors d'un événement parallèle organisé par la CAPC en marge de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue du 13 au 16 juillet 2015, à Addis-Abeba.

Souvenons-nous des observations de Dr Carlos Lopes, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, lors de la manifestation parallèle sur le thème «Débloquer le financement pour la transformation en matière d'énergies renouvelables et de résilience climatique en Afrique: de la recherche à une reproduction à grande échelle».

L'objectif de la discussion était d'établir

(Suite à la page 6)

(La 5ème Conférence... suite de la page 4)

Les partenaires au développement tels que le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID), à travers leur nouveau programme WISER, travaillent déjà avec la CAPC, apporteront leur appui. Une fois l'initiative pleinement opérationnel, un appui plus conséquent sera apporté aux activités prioritaires en cours et prévues de ClimDev-Afrique, qui sont censées améliorer la qualité, l'accès et l'intégration des informations et des services sur le climat pour la planification du développement durable. L'Initiative de la recherche sur le climat pour le développement est un mécanisme d'intégration de la communauté de recherche (scientifiques et institutions) sur le climat en Afrique de respecter l'engagement des questions telles que les besoins prioritaires en matière d'utilisateurs finaux et de planification du développement de manière à réduire la vulnérabilité au changement climatique en Afrique.

Le comité consultatif de l'Initiative de la recherche sur le climat pour le développement est constitué de différents experts dans le domaine de la politique de la science du climat et des services climatologiques. La réunion de Marrakech (Maroc) qui s'est déroulée en 2014 durant la 4ème Conférence sur le changement climatique où les sponsors clés de l'Initiative (CAPC, OMM, CMSC et AMCOMENT) ont convenu d'une structure de gouvernance pour l'initiative était la dernière grande étape de l'Initiative de la recherche sur le climat pour le développement.

En février 2015, il y a eu d'autres discussions au Cap-Vert au cours de la troisième assemblée générale c'AMCOMET. Ce fut également le lancement officiel de l'Initiative de la recherche sur le climat pour le développement et la CAPC était en charge de mettre en place un secrétariat pour l'initiative dont les activités ont commencé en mi-juin 2015.

Publié par le Service des nouvelles de ClimDev-Afrique



(Zimbabwe... suite de la page 5)

un plan qui peut être transposé dans les pays africains en vue d'élaborer des stratégies en faveur de partenariats public-privé, de mobilisation de ressources internes, d'investissements directs étrangers et de financement pour le climat; et ce, dans le seul but de créer des énergies renouvelables pour un développement durable et inclusif sur le continent au-delà de 2015.

Lors de la discussion, les expériences et les preuves sur le terrain, en matière de mobilisation de financement pour la transformation en vue de réduire les émissions de carbone, parvenir à un développement en Afrique résilient au changement climatique, construire sur les leçons tirées de l'introduction de l'énergie renouvelable dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Kenya et le Rwanda, ont été présentées.

À la veille de la séance d'ouverture, une série d'événements préalables où participaient des groupes professionnels et des ONG, y compris un atelier de formation pour les médias organisé par l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PAGJA), ont débuté aujourd'hui, à l'Hôtel Elephant.

Publié par le Service des nouvelles de ClimDev-Afrique

(Pourquoi Zimbabwe... suite de la page 2)

Convention de contrôler le réchauffement climatique dans des limites acceptables tout en assurant un développement équitable et durable.

Il dit que les conclusions escomptées de la Conférence permettront de mieux comprendre comment l'Afrique peut apporter une contribution à un cadre de mesures efficace post-Kyoto sur le climat.

Le Programme ClimDev-Afrique voit cette 5ème conférence comme une conférence scientifique qui réunira les décideurs politiques, les chercheurs, les Organisations de la société civile africaines pour apporter des réponses aux problèmes de développement du continent dans un environnement climatique changeant.

Murombedzi dit qu'un total de 120 articles et exposés scientifiques solides dans 6 domaines clés de développement, y compris dans la science du climat, la gouvernance climatique, les énergies renouvelables, le financement de la lutte contre le changement climatique, le genre et le développement durable seront présentés à Victoria Falls.

Publié par le Service de nouvelles de ClimDev-Afrique

(Un programme... suite de la page 4)

dans les pays de l'OCDE, est trop élevé; cela est partiellement due à un niveau élevé des risques perçus. Si ce niveau de risque venait à baisser, les projets d'énergies renouvelables sur le continent se multiplieraient. Le Fonds vert pour le climat et d'autres sources de financement pourraient fournir des instruments centraux pour atténuer ces risques.

- À cet égard, les banques de développement et les IFD doivent redoubler d'efforts et s'assurer que le financement pour le développement devienne une priorité et réduire l'écart entre les risques perçus et les risques réels sur le terrain, au lieu de procéder comme les banques commerciales.
- Les pays africains doivent remédier d'urgence au manque de capacités sur

le continent pour développer des projets bancables et renforcer les capacités et la santé financière des services publics nationaux pour les rendre bancables et qu'ils soient en mesure de négocier avec les investisseurs.

- En réduisant le déficit énergétique en Afrique, il faudra se concentrer pour mobiliser des investissements conséquents pour le développement durable de la bioénergie, en particulier dans le contexte du lien existant entre l'énergie, l'alimentaire, le climat et le foncier.

Les spécialistes et les décideurs politiques qui seront présents à Victoria Falls travailleront d'arrache-pied pour mettre en place ces messages par le biais de recommandations politiques.

Publié par ClimDev-Afrique

(Les enjeux... suite de la page 5)

nous demandons que le principe sacré de la responsabilité communemais partagée doit être considéré comme point important» .

La responsabilité du changement incombe à tout le monde, estime Mme Denton. «Faisons-nous assez pour arrêter l'hémorragie actuelle des ressources de la terre? Sommes-nous en mesure de reconstituer, de régénérer nos sols pour assurer que les personnes les plus dépendants de notre capital naturel se trouvent pas tenus dans un cul-de-sac qui ne porte pas de panneaux?

L'Afrique dépend largement de sa production agricole pluviale. Toutefois, le continent est confronté à des difficultés pour répondre aux défis tels que le «rythme alarmant de la dégradation de nos ressources en eau, des sols, des systèmes alimentaires, des terres, des forêts et de l'air et les précipitations et les températures dont nous dépendons pour soutenir notre peuple», a déclaré Mme Denton.

«Aujourd'hui est à propos de ce que l'Afrique peut faire pour elle-même et avec les autres pour être en mesure d'agir comme le principal pourvoyeur de services de développement résistant au changement climatique». Mme Denton a affirmé que l'Afrique est assez confiante pour dire au reste du monde que «n'a plus l'licence pour émettre en notre nom et que nous sommes prêts à investir dans le développement intelligent en utilisant notre espace atmosphérique

actuelle pour rendre nos économies vertes et pour construire des infrastructures résistantes au changement climatique»

Des institutions telles que la Banque Africaine de Développement ont accru leur soutien aux pays africains pour renforcer la résilience au changement climatique et pour financer l'économie verte depuis que l'architecture de la finance mondiale ne fournit pas les finances dont l'Afrique a besoin» a déclaré Mme Mary Manneko Monyau, la représentante de la BAD au Zimbabwe.

Ms. Denton rappelle que cette 5ème Conférence sur le Changement Climatique et le Développement en Afrique est de notre sécurité collective, ce que nous pouvons faire aujourd'hui pour que personne ne soit laissé pour compte, la solidarité mondiale et aborder notre responsabilité collective.

«Les risques climatiques auxquels nous sommes confrontés sont réelles, mais les possibilités de changement et de conception d'un nouveau modèle d'affaires climatiques sont immenses», a conclu Mme Denton.

La 5e Conférence sur le Changement Climatique et le Développement en Afrique intitulée «La révision de l'article 2 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques» dont le thème principal est «l'Afrique, le changement climatique et le développement durable: ce qui est en jeu à Paris et au-delà?» se tient du 28 au 30 octobre 2015.

Jour deux faits saillants: Le jeudi 29 octobre 2015

La 5e Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique (CCDA-V) s'est réunie pour une deuxième journée, jeudi 29 octobre 2015, à l'Hôtel Elephant Hills, à Victoria Falls, au Zimbabwe. Dans la matinée, les délégués se sont engagés dans une discussion en panel modérée par Edith Adera, Centre de recherche pour le développement international (CRDI), sur les implications pour l'Afrique du cinquième Rapport d'évaluation du GIEC. Ils ont entendu des experts, y compris: Joseph Katongo Kanyanga, Zambie, Auteur principal du Groupe de travail (GT) I; Opha Pauline Dube, Université du Botswana, GTII du GIEC; Shadrack Mwakilala, Auteur principal du GTII du GIEC; et Chukwumeji Okereke, Université de Reading, Auteur principal du GTIII du GIEC.

James Murombedzi, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a présenté une vidéo sur les principaux messages des Pourparlers de l'Afrique sur le climat (ACT!), suivie par un exposé liminaire de Seth Osafo, Groupe africain de négociateurs sur la Perspective africaine des négociations sur les changements climatiques de Kyoto à Paris.

Les délégués se sont ensuite engagés dans une autre discussion en panel sur les Perspectives africaines de la gouvernance climatique depuis Kyoto. Ils ont entendu les principaux messages en vue de Paris de: Mithika Mwendwa, l'Alliance pan-africaine pour la justice climatique; Jeremiah Lengoasa, Secrétaire général adjoint de l'Organisation météorologique mondiale (OMM); Washington Zhakata, Département de la gestion des Changements climatiques, Zimbabwe; et Godwell

Nhamo, Université de l'Afrique du Sud.

En fin de matinée et en après-midi, deux séries de discussions parallèles ont été organisées, abordant: la gouvernance; la science du climat; les changements climatiques et les forêts; le financement relatif au climat; le genre; les changements climatiques et l'énergie; et l'agriculture. Elles ont été suivies par des visites de terrain dans l'après-midi.

Le Service d'information de l'IIDD, à travers ses couvertures de réunions ENB+, présente une couverture journalière sur support internet, un compte-rendu et une couverture vidéo de la 5e Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique (CCDA-V): Quels sont les enjeux à Paris et au-delà? Le compte-rendu de la CCDA-V sera disponible lundi 2 novembre 2015.

Suivez nous sur Twitter #CCDAV

